



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article381>

# Islande, Irlande, deux mondes.

- Communiqués-Actualité-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : mercredi 2 mars 2011

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

Les défaites des gouvernements sortants se succèdent dans le monde.

Bien sûr, il y a les révolutions violentes et les bouleversements démocratiques. Mais est-ce la seule grille de lecture ?

Le tsunami électoral en Irlande diffère de celui de l'Islande sur un point essentiel. Les islandais ont encore une souveraineté. Peu ou prou, l'oligarchie et les gouvernements islandais doivent passer par la case « peuple ».

En Irlande, l'avis du peuple fut longtemps méprisé par le consensus des grands partis, de l'Union Européenne et de l'oligarchie financière. Ils font voter jusqu'à obtenir la réponse politique qui leur sied grâce à un découpage électoral et une règle majoritaire qui escamotent des votes radicalement différents.

En conséquence, nulle « démocratie » ne fait contrepoids aux exigences de l'Union européenne et du FMI d'un remboursement intégral par le peuple irlandais des dettes contractées par l'oligarchie financière attirée par les possibilités de contournement fiscal propres à l'Irlande.

Pourtant, les électeurs irlandais, après avoir boycotté les élections européennes de 2009, ont participé massivement à des législatives concédées en échange de l'acceptation du « package FMI » par les grands partis. Ils ont sanctionné les partis du « package » de l'austérité européenne. D'ores et déjà les signataires de ce « package » prennent leurs distances avec lui, de sorte que le nouveau parlement ne pourra pas donner de majorité stable face à une mobilisation croissante des citoyens sur le plan social.

Ainsi, petit à petit, se crée une situation « à l'islandaise » où seule l'élection d'une assemblée Constituante permettra au peuple d'exprimer sa souveraineté face aux exigences exorbitantes des banques, du FMI et de l'Union Européenne.